

Un des problèmes est celui de la disponibilité et du coût très élevé des terrains dans cette région. Je ne la connais pas aussi bien que le député mais le principe est bon. Mon ministre s'est efforcé, ainsi que le gouvernement, de créer davantage de parcs nationaux au Canada et, selon lui, vers l'an 2000 on peut espérer en avoir au total de 80 à 100. Pendant l'année dernière, trois nouveaux parcs nationaux ont été créés et six ou sept sont actuellement en cours de négociation avec les provinces.

Par exemple, encore vendredi dernier, le ministre s'est entretenu, comme il l'a fait bien des fois ces deux ou trois derniers mois, avec l'honorable René Brunelle au sujet de l'agrandissement considérable d'un parc national déjà existant en Ontario, et de l'établissement d'un nouveau parc. Hier encore, le ministre obtenait le consentement de la province de Québec pour l'établissement d'un nouveau parc national, et l'on est actuellement en pourparlers, dans cette province, en vue de l'aménagement d'un deuxième parc national. Et il en est ainsi d'un bout à l'autre du pays. Je crois qu'à l'heure actuelle, sept ou huit projets de parcs sont à l'étude.

Je conviens, avec le député de Greenwood, de l'importance d'établir des parcs nationaux au cœur même de l'Ontario, comme il dit—mais cela s'applique aussi aux autres provinces—dans les régions urbaines dont les habitants ne peuvent parcourir les distances qui les séparent des commodités du parc national le plus proche. Le ministre a eu des discussions dans plusieurs provinces à ce sujet et toute la question fait l'objet de recherches très intenses. Je remercie le député d'avoir signalé l'affaire à la Chambre. C'est une question importante, nous en sommes conscients et nous nous en occupons très sérieusement.

**LE TERRORISME—MONTRÉAL—L'EXPLOSION DE BOMBES—LA GENDARMERIE ROYALE ET AUTRES SERVICES DE POLICE**

**M. Robert McCleave (Halifax-East Hants):**

Je suis sûr que tous les Canadiens partagent l'indignation que nous ressentons ce soir à la Chambre à la suite des attentats à la bombe perpétrés récemment dans le quartier de Westmount à Montréal. C'est la raison de la brève confrontation que je vais avoir ce soir avec le secrétaire parlementaire.

Cela a commencé vendredi dernier lorsque j'ai demandé au solliciteur général (M. McIlraith), responsable de la Gendarmerie royale devant la Chambre, s'il avait eu l'occasion de vérifier les graves allégations suivant lesquelles

la Gendarmerie royale n'aiderait pas les autres services de police à enquêter sur les attentats perpétrés à Montréal ces jours-ci. Le solliciteur général (M. McIlraith) a répondu:

Oui, monsieur l'Orateur. Lorsque j'ai lu la nouvelle dans le journal, j'ai tout de suite fait vérifier et j'ai découvert...

Mon voisin, le député de Fundy Royal (M. Fairweather), l'a interrompu pour demander: Que c'était un canard?

Le solliciteur général a répondu:

Oui, en effet. C'est exactement comme cela que les journaux d'aujourd'hui nous le disent.

En avouant qu'il s'agissait d'un canard, je crois que le solliciteur général éludait la question, car à mon avis, il se fiait aux officiers supérieurs de la Gendarmerie qui, comme on le pense bien, ont dit forcément que toute la collaboration possible avait été accordée. Et pourtant, monsieur l'Orateur, il y a un an, comme Votre Honneur le sait bien, la Commission royale Prévost dans la province de Québec faisait rapport des initiatives conjointes des forces policières dans cette province et signalait en particulier ce qu'elle jugeait comme le travail plutôt secret de la Gendarmerie qui, apparemment, s'isolait des autres forces policières. Ainsi ma première question au secrétaire parlementaire est la suivante: qu'a-t-on fait pour éliminer le sujet de critique formulée dans le rapport Prévost?

Je n'attends pas une réponse complète ou détaillée. Je comprends la position du ministre. On ne peut entrer trop profondément dans des questions de ce genre. Je le sais, mais il serait utile, je pense, que le ministre rassure en général les députés et le pays. J'ai interrogé des courriéristes parlementaires et d'autres personnes qui ont suivi les événements, ce jour-là, à Westmount et à Montréal. On me dit que le chef de la police de Westmount en quelque sorte suivait, tandis que les autres forces policières se précipitaient vers les nouvelles explosions de bombes. Il a été laissé derrière, attendant sa propre voiture qui devait le rejoindre. Les rapports des journalistes sur la collaboration ou l'absence de collaboration devant ce très grave problème qui se pose à Montréal ajoute certainement à l'inquiétude. Les journalistes m'ont affirmé catégoriquement—et je suppose que je devrai me rétracter ou prouver que j'ai raison, et si j'en ai l'occasion je pense pouvoir le faire—qu'ils avaient l'impression que les agents subalternes de ces trois forces de police ne s'entendaient pas.